

Le fonctionnement de la facultÃ© de droit de Paris pendant lâ??occupation allemande (1940-1944) â?? II. Les Ã©tudiants

Description

Les images et documents dâ??archives en lien avec cet article sont exposÃ©s dans la galerie [Entre contrainte et adhÃ©sion : la facultÃ© de droit, Vichy et lâ??occupant](#)

[TÃ©lÃ©charger](#)

Lâ??Ã©volution des effectifs

La vie Ã©tudiante Ã la facultÃ© de droit de Paris entre 1939 et 1944 est marquÃ©e par le poids des circonstances et de la guerre ; pourtant, certaines des Ã©volutions de la facultÃ© de droit confirment des Ã©volutions de plus long terme, en partie extÃ©rieures au lourd contexte de lâ??Occupation. Les effectifs Ã©tudiants connaissent une augmentation considÃ©rable pendant la guerre, qui confirment lâ??attraction ancienne de la facultÃ© parisienne malgrÃ© les difficultÃ©s de la pÃ©riode. Le mouvement de massification nâ??est que briÃ“vement interrompu en 1940â??1941, en raison du nombre de prisonniers, mobilisÃ©s ou bloquÃ©s en zone libre qui ne peuvent sâ??inscrire normalement. Cette annÃ©e-lÃ , les 5 000 Ã©tudiants mentionnÃ©s par Ripert dans son discours de rentrÃ©e le 5 novembre 1941, ou les 7 222 indiquÃ©s dans les statistiques, reprÃ©sentent un nombre notablement plus bas que les effectifs dâ??avant-guerre qui dÃ©passaient les 10 000 Ã©tudiants. TrÃ¨s vite, pourtant, ce dernier chiffre est rattrapÃ© : 10 131 Ã©tudiants sont inscrits en 1941â??1942, dont plus de 7 000 en licence ; 14 803 en 1942â??1943, chiffre jamais atteint depuis la crÃ©ation de la facultÃ© de droit en 1804, se dÃ©clinant en 3 689 Ã©tudiants de capacitÃ©, 9 229 de licence et 1 885 en doctorat. Lâ??augmentation des effectifs de capacitÃ© est de 363 % de 1939 Ã 1943, sans augmentation Ã©quivalente du nombre de professeurs, ce qui rend la charge dâ??examens trÃ¨s lourde et pose des problÃmes immobiliers croissants pour lâ??accueil des Ã©tudiants, alors que les projets dâ??extension sur le site du collÃge Sainte-Barbe, envisagÃ©s depuis plusieurs annÃ©es, ne se concrÃ©tisent pas. Le doyen Ripert envisage sinon de restreindre lâ??accÃ©s (ce qui porterait surtout sur le doctorat), du moins de mieux distinguer la formation gÃ©nÃ©raliste et la formation professionnelle en introduisant une annÃ©e de spÃ©cialisation.

Les restrictions effectives Ã lâ??inscription des Ã©tudiants restent avant tout de nature politique, liÃ©es aux mesures discriminatoires du rÃ©gime de Vichy envers les Ã©tudiants juifs. Si elle ne leur interdit pas lâ??accÃ©s Ã lâ??universitÃ©, la loi du 21 juin 1941 impose que la proportion dâ??Ã©tudiants juifs ne dÃ©passe pas 3 % des Ã©tudiants non-juifs inscrits lâ??annÃ©e prÃ©cÃ©dente (les circulaires ministÃ©rielles rendent prioritaires les juifs franÃ§ais sur les juifs Ã©trangers). Une commission de cinq professeurs doit examiner les demandes. ComposÃ©e Ã Paris de RenÃ© Morel, Henri Donnedieu de Vabres, RenÃ© Maunier, Georges Scelle et Maurice Grandclaude, elle ne semble pas statuer dans la mesure oÃ¹ le nombre de demandes dâ??inscription est infÃ©rieur au quota ; lâ??obligation pour les Ã©tudiants juifs de se signaler en vue de leur inscription a cependant dÃ» en dissuader plusieurs dâ??effectuer les dÃ©marches.

En ce qui concerne les Ã©tudiants Ã©trangers, leur nombre diminue par rapport Ã lÃ©gitime avant-guerre et la facultÃ© parisienne perd son potentiel dÃ©mographique (la proportion dÃ©tudiants Ã©trangers y diminue plus fortement que dans les facultÃ©s de province). Les contraintes de dÃ©placement dues Ã la guerre sÃ©parent ajoutent aux restrictions qui affectent les ressortissants des pays en guerre avec lÃ©gitime Allemagne, comme les Britanniques. La collaboration avec lÃ©gitime Allemagne ne produit Ã lÃ©gitime inverse pour ainsi dire aucun effet : seulement trois Ã©tudiants allemands sont inscrits en 1942-1943, sur un total de 154 Ã©tudiants Ã©trangers. Cette mÃ¢me annÃ©e, les 25 Roumains reprÃ©sentent le plus fort contingent, suivis des Polonais et des Russes (12), des Chinois et des Belges (10), des Turcs, des Grecs et des Suisses (7). Beaucoup dÃ©tudiants Ã©trangers Ã©taient sans doute prÃ©sents en France avant-guerre (comme les Russes), se retrouvant parfois dans lÃ©gitime impossibilitÃ© de quitter la France ; il faut Ã©galement tenir compte dÃ©tudiants franÃ§ais qui apparaissent dans les statistiques des Ã©trangers du fait des dÃ©naturalisations pratiquÃ©es par le rÃ©gime de Vichy.

Le rÃ©gime des Ã©tudes en pÃ©riode de guerre : entre adaptation aux circonstances et Ã©volutions de long terme

La situation de guerre, puis dÃ©occupation, entraÃ®ne des perturbations multiples sur le fonctionnement de la facultÃ© de droit pour les Ã©tudiants. La session ordinaire de juin 1940, qui nÃ©anmoins pu se tenir en raison de lÃ©gitime invasion allemande, est remplacÃ©e par des sessions spÃ©ciales en aoÃ»t et septembre 1940 (sous forme exclusivement Ã©crite, ayant accueilli respectivement 1 100 Ã©tudiants et 400). En plus de la session ordinaire dÃ©cembre, une session extraordinaire devait se tenir le 14 novembre 1940 pour les Ã©tudiants dÃ©mobilisÃ©s (sous forme Ã©crite), avant que les autoritÃ©s dÃ©occupant ne dÃ©cident de fermer lÃ©gitime universitÃ©.

La principale perturbation du fonctionnement facultaire tient au nombre important dÃ©tudiants inscrits mobilisÃ©s ou prisonniers, parfois blessÃ©s. Le ministÃ©re adopte rÃ©gulÃ©rement des circulaires organisant les conditions dÃ©tude des Ã©tudiants dÃ©mobilisÃ©s ou libÃ©rÃ©s de captivitÃ© : celle du 16 juin 1941 prÃ©voit quâ?ils peuvent prendre des inscriptions cumulatives Ã leur retour de captivitÃ© (les inscriptions sont normalement trimestrielles, ce qui impose de se rendre Ã Paris au moins une fois par trimestre) et passer leurs examens lors dÃ©une session ultÃ©rieure (sans repayer les frais dÃ©inscription) ; des sÃ©ries complÃ©mentaires sont organisÃ©es, ainsi dÃ©but janvier 1942 pour les Ã©tudiants inscrits pour 1940-1941 avant le 1 er novembre 1941 (soit aux dates rÃ©guliÃ©res, soit cumulativement par autorisation spÃ©ciale), qui concerne les mobilisÃ©s comme les prisonniers de guerre rapatriÃ©s. Des sessions spÃ©ciales sont envisagÃ©es Ã nouveau en 1942 pour les Ã©tudiants prisonniers pendant plus dÃ©un an, ainsi que pour les hospitalisÃ©s ou les mobilisÃ©s en convalescence (adaptant les mesures Ã la durÃ©e de captivitÃ© ou dÃ©placement). De mÃ¢me, lÃ©gitime ouverture des concours dÃ©agrÃ©gation en 1941 pour lÃ©gitime histoire du droit et le droit privÃ© ne se fait que sur la moitiÃ© des postes vacants, afin de prÃ©server les chances des aspirants agrÃ©gatifs prisonniers. Ces mesures, dÃ©cidÃ©es par le ministÃ©re, ne sont pas spÃ©cifiques Ã Paris ; mais compte tenu des effectifs parisiens, elles jouent un rÃ©le considÃ©rable pour maintenir plusieurs centaines dÃ©tudiants en droit dans le rythme normal de leurs Ã©tudes.

Au-delÃ des enjeux dâ??organisation universitaire, la facultÃ© sâ??efforce de dÃ©velopper une action en faveur des prisonniers de guerre, thÃ¨me important de la propagande de Vichy et prÃ©occupation centrale de beaucoup de professeurs, eux-mÃªmes touchÃ©s par la situation de James et Amiaud et de collÃ“gues dâ??autres facultÃ©s. En fÃ©vrier 1941, la commission prÃ©sidÃ©e par Julliot de La MorandÃ“re chargÃ©e dâ??examiner lâ??aide que la facultÃ© pourrait apporter aux Ã©tudiants prisonniers en envisage deux formes : des colis de vÃ¤tements et de vivres (ce qui serait difficile Ã mettre en place), ou lâ??envoi de cours et de livres grÃ¢ce au soutien du Secours universitaire de lâ??acadÃ©mie de Paris et du Centre dâ??entraide aux Ã©tudiants mobilisÃ©s et prisonniers (installÃ© dans les mÃªmes locaux que lâ??UNEF, qui participe Ã sa gestion). Lâ??aide directe apportÃ©e par la facultÃ© reste limitÃ©e (lâ??envoi de livres collectÃ©s par les professeurs Ã leurs deux collÃ“gues prisonniers) ; la facultÃ© sâ??associe Ã©galement, sans en Ãªtre lâ??initiative, Ã une coordination des facultÃ©s et Ã©tablissements dâ??enseignement pour envoyer des plans de cours aux Ã©tudiants prisonniers.

Cette aide ne va pas jusquâ??Ã remettre radicalement en cause le fonctionnement de la facultÃ© et ses principes corporatifs. Pour la majoritÃ© du corps professoral, les facilitÃ©s offertes aux prisonniers pour les examens ne doivent pas conduire Ã donner lâ??Ã©quivalence entiÃ“re aux nombreux cours qui se sont dÃ©veloppÃ©s dans les camps de prisonniers ; la facultÃ© se prononce en juin 1941 pour limiter au maximum Ã la moitiÃ© de leur durÃ©e normale la prise en compte de ces cours et pour ne pas autoriser les non-bacheliers qui auraient suivi les cours de droit dans les camps Ã continuer leurs Ã©tudes juridiques une fois libÃ©rÃ©s. Au mÃªme moment, les discussions sur la rÃ©forme de la licence et les confÃ©rences obligatoires ou sur le doctorat manifestent la volontÃ© dâ??Ã©lever le niveau, sans rendre les Ã©tudes de droit totalement permÃ©ables Ã la situation politico-militaire et au nombre important dâ??Ã©tudiants prisonniers. MalgrÃ© ces rÃ©ticences, les examens en droit passÃ©s dans les oflags sont ainsi pour lâ??essentiel validÃ©s automatiquement aprÃ¨s la LibÃ©ration et le retour des prisonniers.

ParallÃ“lement Ã ces mesures dictÃ©es par les circonstances, certaines adaptations plus ou moins importantes des Ã©tudes transforment progressivement le rapport des Ã©tudiants Ã la facultÃ© parisienne. Depuis le xix^e siÃ“cle, la facultÃ© de Paris Ã©tait une facultÃ© dâ??inscription, oÃ¹ une proportion importante, voire majoritaire, dâ??Ã©tudiants ne venait sur place que quelques jours par an, au moment des inscriptions et des examens, malgrÃ© les efforts pour augmenter lâ??assiduitÃ©. Le nombre dâ??Ã©tudiants nâ??habitant pas Paris, recensÃ© au moment de la fermeture de lâ??universitÃ© lâ??automne 1940, montre que la rÃ©sidence parisienne ne concernait quâ??une partie des inscrits, contrairement aux facultÃ©s de province aux effectifs plus rÃ©duits. Plusieurs mesures prises au moment du rÃ©gime de Vichy induisent cependant une prÃ©sence plus importante Ã Paris : lâ??introduction des confÃ©rences (travaux dirigÃ©s) obligatoires par la loi du 30 octobre 1940, lâ??initiative de Ripert lors de son passage au ministÃ“re, lâ??Ã©ducation physique obligatoire pour les Ã©tudiants de licence de premiÃ“re annÃ©e Ã partir de 1942 ou encore la visite mÃ©dicale instituÃ©e en 1942. Il devient plus difficile pour les Ã©tudiants de rÃ©sider en dehors de Paris ou dâ??avoir des activitÃ©s parallÃ“les (professionnelles ou universitaires), sauf Ã solliciter une dispense. On comprend aussi les rÃ©ticences Ã ouvrir trop largement les portes aux Ã©tudiants dÃ©mobilisÃ©s, dÃ”s lors que le contrÃ“le professoral ne peut pas sâ??exercer.

Maintenir lâ??ordre Ã©tudiant dans la facultÃ©

Pendant la ??Occupation, les autoritÃ©s de la facultÃ© de droit et du rectorat sont motivÃ©es par une prÃ©occupation principale : Ã©viter tout trouble Ã©tudiant dans la facultÃ© comme en dehors pour Ã©viter Ã tout prix la remise en cause de la ??autonomie corporatiste, voire la fermeture. Une des premiÃ¨res demandes de Gidel en tant que recteur vise Ã obtenir du commandement militaire d??occupation de ne pas apposer d??affiches allemandes sur les murs des Ã©tablissements scolaires, afin d??Ã©viter les troubles ou les manifestations (lettre de Gidel, 31 octobre 1941). Du cÃ´tÃ© de la facultÃ© de droit, la ??attitude de Ripert demeure complexe. Partisan rÃ©solu de la « RÃ©volution nationale », celui-ci affiche le ralliement de la jeunesse Ã©tudiante au rÃ©gime de Vichy comme un objectif dans les discours de dÃ©but d??annÃ©e ou de remise des prix. Il en appelle Ã la ??esprit de sacrifice, au sens de la ??effort et de la discipline (18 dÃ©cembre 1941), soulignant le rÃ©le Ã venir des juristes pour « rÃ©tablir la ??ordre, assurer la ??autoritÃ©, classer les hommes, rÃ©glementer les professions, assurer la production des richesses, dominer le pouvoir de la ??argent, rÃ©compenser le travail, apaiser les luttes sociales ». La « RÃ©volution nationale » est un « renversement des puissances et des valeurs », qui respecte la tradition tout en s??en Ã©loignant et oriente la France vers un esprit nouveau (10 dÃ©cembre 1942). Ces manifestations de pÃ©tainisme s??ajoutent Ã divers Ã©venements, comme la ??organisation d??une quinzaine coloniale en 1942, dÃ©cidÃ©e partout en France et organisÃ©e par Maunier Ã la facultÃ© de droit, ou la ??envoi d??une dÃ©clÃ©gation d??Ã©tudiants Ã Vichy pour rendre hommage Ã PÃ©tain. Elles relaient les actions mises en place pour la ??encadrement des Ã©tudiants, par exemple avec la crÃ©ation de la maison du droit, inaugurÃ©e en mai 1941 rue Gay-Lussac, qui s??inscrit dans un projet plus vaste de diffusion de la « RÃ©volution nationale » auprÃ?s de la jeunesse Ã©tudiante, et propose activitÃ©s et ??uvres d??entraide pour les Ã©tudiants en droit.

La ??agitation Ã©tudiante hostile au rÃ©gime et la ??occupation allemande, prÃ©sente d??la manifestation du 11 novembre 1940, devient pourtant croissante, notamment lors de la derniÃ¨re annÃ©e d??Occupation, malgrÃ© les instructions ministÃ©rielles qui se multiplient pour interdire toute introduction ou distribution de tracts Ã la ??intÃ©rieur des facultÃ©s, particulÃ©rement dans les facultÃ©s de droit, sous peine d??exclusion des Ã©tudiants concernÃ©s (circulaire d??Abel Bonnard du 14 mars 1944). Elle vise certains professeurs en raison de leur position proche du rÃ©gime de Vichy. Joseph BarthÃ©lemy, ministre de la Justice jusqu??en mars 1943, revient Ã la facultÃ© de droit Ã la ??automne 1943. Lors de son cours de doctorat du 6 janvier 1944, un Ã©tudiant crie Ã plusieurs reprises Ã destination de BarthÃ©lemy, d??aprÃ?s le rapport de Ripert conservÃ© aux Archives nationales (cote AJ/16/7117) : « assassin, sortez-le », plus crÃ»lement d??aprÃ?s les tracts rÃ©sistants Ã©voquant la ??incident : « HitlÃ©rien ! Assassin ! Marchand d??otages ! ». Quatre ou cinq autres Ã©tudiants se prÃ©cipitent vers BarthÃ©lemy et la ??enroulent dans un drapeau Ã croix gammÃ©e, avant de s??enfuir. En juin 1944, de nouveaux signalements sont faits Ã propos de ce cours sans qu??il semble y avoir eu de nouvel incident. La ??affaire n??est pas Ã©voquÃ©e dans la ??assemblÃ©e de la facultÃ© et le doyen, qui fait accompagner BarthÃ©lemy d??un appariteur jusqu??la fin du semestre, s??efforce de limiter la publicitÃ© donnÃ©e Ã la ??incident. De faÃ§on plus diffuse, la ??agitation Ã©tudiante prend la forme de la diffusion de tracts rÃ©sistants (mais aussi parfois de tracts favorables Ã la collaboration, Ã©manant par exemple des « Jeunes de la ??Europe nouvelle », affiliÃ©s au groupe « Collaboration »), de plus en plus frÃ©quente Ã partir de 1943, ce qui suscite des signalements rÃ©guliers du doyen.

Face Ã ces incidents, la position de Ripert se rÃ©sout Ã cette alternative : affirmer soit que les troubles sont dus Ã des Ã©tudiants extÃ©rieurs Ã l'universitÃ©, soit que la participation dÃ©studiants en droit s'explique par la coutume des charivaris universitaires sans portÃ©e politique. Que ce soit stratÃ©gie consciente ou auto-persuasion sur l'attitude des Ã©tudiants (dont Ripert dÃ©nonce par ailleurs souvent dans ses discours l'apathie et le manque d'enthousiasme pour les transformations politiques en cours), cette attitude cherche Ã Ã©carter les interventions extÃ©rieures dans le fonctionnement de la facultÃ© ; Ripert transmet une vision d'politise du public Ã©tudiant de la facultÃ©, qui inscrit celui-ci dans un espace illusoirement dÃ©tachÃ© des circonstances extÃ©rieures.

Les ingÃ©rences du gouvernement de Vichy ou des autoritÃ©s allemandes, directes ou indirectes, sont pourtant nombreuses et tendent Ã marginaliser la position du doyen sur la police de son Ã©tablissement. Ainsi, Ripert est convoquÃ© le 27 novembre 1943 par la SÃ»retÃ© allemande pour s'expliquer sur l'intervention dÃ©studiants lors du cours de Raymond Monier (droit romain) le 11 novembre 1943, qui a autorisÃ© (malgrÃ© les consignes) une minute de silence. Un agent de police franÃ§ais a assistÃ© au cours Ã l'insu du doyen et fait un rapport signalant l'incident. Ripert minimise la portÃ©e politique de l'agitation (pourtant Ã la date commÃ©morative de l'Armistice de 1918 et de la manifestation de 1940), la ramenant Ã un classique chahut Ã©tudiant de dÃ©but d'annÃ©e universitaire et au manque d'autoritÃ© du professeur. Il n'empÃ¢che, le recteur Gidel proteste auprÃ¨s de la prÃ©fecture de police contre l'intrusion d'agents dans la facultÃ© sans l'autorisation du doyen, en charge de la police de la facultÃ© (la prÃ©fecture signalant en retour qu'elle a disposÃ© d'autres sources que celles de son agent), et se plaint Ã Ripert d'avoir dÃ© fait un signalement au ministre Bonnard, qui aurait pu Ãªtre Ã©vitÃ© si les accÃ©s aux amphithÃ©âtres Ã©taient mieux surveillÃ©s. En mars 1944, un billet invitant les Ã©tudiants Ã organiser un chahut avec les indications pour ne pas se faire arrÃªter suscite Ã©galement un signalement, minimisÃ© par Ripert dans un courrier du 14 mars 1944 adressÃ© Ã Gidel ; il n'y voit que des rivalitÃ©s Ã©tudiantes entre facultÃ©s et des incidents circonscrits Ã la premiÃ¨re annÃ©e et Ã la surcharge des amphithÃ©âtres. Une note interne du mÃ¢me jour signale cependant l'intervention rÃ©gulÃ¢re dÃ©studiants Ã« d'inspiration communiste » pour y distribuer des tracts et une bagarre qui aurait eu lieu le 1^{er} mars Ã la suite de l'intrusion dÃ©studiants en mÃ©decine ayant protestÃ© dans la facultÃ© de droit contre l'occupation allemande et le gouvernement de Vichy. Ces diverses actions entraÃ®nent le renforcement du personnel de surveillance de la facultÃ©.

Quelques jours plus tard, le 18 mars 1944, le ton de Ripert se fait plus inquiet dans son signalement d'un incident liÃ© au service du travail obligatoire (STO). La mise en place du STO par la loi du 16 fÃ©vrier 1943 a obligÃ© les jeunes des classes 1940-1942 Ã un service de deux ans en Allemagne, avec un report possible au 1^{er} septembre 1943 pour les Ã©tudiants. DÃ's la rentrÃ©e 1943, la tension s'est accrue dans les universitÃ©s, le gouvernement affichant la fermetÃ© (une circulaire de Laval impose des sanctions sÃ©vÃ“res Ã ceux qui se soustrairaient au STO) tout en envisageant des amÃ©nagements d'Ã©tudes (inscriptions cumulatives et sessions spÃ©ciales d'exams, comme pour les Ã©tudiants prisonniers, ou prise en compte de 9/10 des notes comme emportant la rÃ©ussite). Le 11 dÃ©cembre 1943, Ripert a fait allusion dans son discours de remise des prix aux « travailleurs qui ont quittÃ© la France » tout en appelant Ã l'espÃ©rance. Mais l'agitation devient croissante parmi les Ã©tudiants, d'autant que la mise en place du STO fait basculer dans la RÃ©sistance certaines associations

Ã©tudiantes jusque-lÃ© favorables au rÃ©gime de Vichy ou attentistes ; les tracts hostiles se multiplient et Ripert est mis en cause en mars 1944 par des Ã©tudiants pour des affiches relayant des instructions ministÃ©rielles Ã ce sujet. Le 18 mars, l'intervention d'un petit groupe armÃ© de matraques, cherchant Ã s'emparer des registres, suspend les opÃ©rations de recensement des Ã©tudiants soumis au STO ; Ripert implique des personnes extÃ©rieures Ã la facultÃ© et affirme que les Ã©tudiants en droit acceptent dans l'ensemble le STO, mais leur attitude Ã©volue dÃ©sormais de faÃ§on croissante en hostilitÃ© vis-Ã-vis du rÃ©gime de Vichy.

L'annÃ©e 1943-1944 marque aussi le retour de la guerre sur le sol franÃ§ais, avec les bombardements alliÃ©s, puis la progression des troupes aprÃ¨s le dÃ©barquement en Normandie. Les bombardements sont Ã©voquÃ©s en assemblÃ©e pour la premiÃ¨re fois en octobre 1943, Ã propos d'Ã©tudiants touchÃ©s dans leur lieu de rÃ©sidence, en dehors de Paris. Lors du premier semestre 1944, la fÃ©brilitÃ© du ministÃ“re devient sensible ; en fÃ©vrier 1944, il recommande aux Ã©tablissements universitaires de ne pas annoncer trop tÃ¢t les dates d'examen pour ne pas Ãªtre obligÃ©s de se dÃ©juger Â« En raison de l'instabilitÃ© gÃ©nÃ©rale qui empÃ¢che toute prÃ©vision assurÃ©e de l'avenir, mÃ¢me le plus proche Â». La session de juin 1944 est perturbÃ©e par les alertes aÃ©riennes qui obligent les Ã©tudiants passant les Ã©crits Ã se rendre dans les abris ou, le plus souvent, dans la cour de la facultÃ©, avant de regagner leur place Ã la fin de l'alerte. Ces mesures apparaissent insuffisantes tout Ã la fois pour scinder les Ã©tudiants et empêcher la communication entre eux. De fait, les rÃ©sultats de la session de juin 1944 montrent des taux de rÃ©ussite des prÃ©sents Ã©levÃ©s et un nombre d'ajournement Ã©galement trÃ¨s haut, compte tenu du nombre d'Ã©tudiants n'ayant pu se rendre aux examens Ã cause des combats et des mesures drastiques de contrÃ“le des dÃ©placements qui suivent le dÃ©barquement de Normandie. Ã ces conditions de plus en plus pÃ©nibles s'ajoutent les nombreuses arrestations, touchant Ã©tudiants comme professeurs (parmi ceux-ci, en juin 1944, Gaston Lagarde, professeur Ã Rennes et chargÃ© de cours Ã Paris, et LÃ©on Mazeaud, arrÃ©tÃ© le 7 juillet 1944 et dÃ©portÃ© Ã Buchenwald).

Guillaume Richard, professeur d'histoire du droit Ã l'universitÃ© Paris CitÃ©

Indications bibliographiques

Â« Rapports du doyen de la FacultÃ© de droit de Paris en conseil acadÃ©mique, sessions de dÃ©cembre 1883 Ã dÃ©cembre (manquant 1886, 1896, 1898, 1901) Â», Archives nationales, AJ/16/1786.

Â« Registre de dÃ©libÃ©rations du conseil et de l'assemblÃ©e de la facultÃ© de droit : 29 octobre 1940-13 dÃ©cembre 1947 Â», Archives nationales, AJ/16/1803.

Â« AcadÃ©mie de Paris. Archives rectorales relatives Ã la guerre de 1939-1945 (1939-1945) : incidents dans les Ã©tablissements Â», Archives nationales, AJ/16/7117.

Â« Guerre de 1939-1945. La France et la Belgique sous l'occupation allemande (1940-1944). Les fonds allemands conservÃ©s aux Archives nationales Â», Archives nationales, AJ/40/566.

Balazard H. et alii (dir.), *Ã?tudes de droit allemandâ?‑: MÃ©langes Oflag II B*, Paris, LGDJ, 1943.

Fischer Didier, « Les Ã©tudiants et la RÃ©sistance », dans *MatÃ©riaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 74, 2004, <https://doi.org/10.3406/mat.2004.977>, p. 20â??28.

Gillabert Matthieu, « Paris la souriciÃ©reâ?‑? Lâ??organisation de la mobilitÃ© Ã©tudiante dans la capitale pendant la Seconde Guerre mondiale », dans *Revue EuropÃ©enne des Migrations Internationales*, vol. 37, n°s 1â??2, 2021, <https://doi.org/10.4000/remi.18622>, p. 277â??302.

« Lâ??enseignement du droit dans les Oflags », dans *Revue d'histoire des facultÃés de droit et de la culture juridique, du monde des juristes et du livre juridique*, vol. 36, 2016, p. 55â??136.

Pour citer cet article

Richard Guillaume, « Le fonctionnement de la facultÃ© de droit de Paris pendant lâ??occupation allemande (1940â??1944) â?? II. Les Ã©tudiants », dans *Exclude, persÃ©cuter, rÃ©intÃ©grer. Des victimes de la lÃ©gislation antisÃ©mitique Ã la facultÃ© de droit de Paris (1940â??1945)* [exposition en ligne]. BibliothÃ©que interuniversitaire Cujas, 2025, <https://expo-victimes-vichy-faculte-droit-paris.bibliothequecujas.fr/les-etudiants/>.

Date

08/12/2025